

Canada : l'affaire Meng Wanzhou et la sinophobie

samedi 19 décembre 2020, par [MUGYENYI Bianca](#) (Date de rédaction antérieure : 4 décembre 2020).

L'Institut canadien de la politique étrangère a récemment co-organisé un webinaire intitulé « Libérez Meng Wanzhou » pour discuter des implications de l'arrestation de cette cadre de haut niveau avec la méga entreprise chinoise Huawei et de la détérioration des relations avec la Chine. À la Chambre des communes, la députée conservatrice Raquel Dancho a dénoncé ses homologues néo-démocrates et verts Niki Ashton et Paul Manly pour avoir accepté de participer à l'événement, qu'elle a qualifié de « [propagande du Parti communiste chinois](#) ». Un journaliste a demandé aux organisateurs si nous recevions un financement du gouvernement chinois, tandis que le *National Post* a utilisé sa première page pour qualifier les organisateurs d'« [idiots utiles](#) » prêts à excuser « toutes les atrocités commises par d'autres nations » dans un « mépris et dégoût réflexifs vers les États-Unis »

La réaction exagérée de l'establishment politique et médiatique à notre appel à la libération de Meng est étrange compte tenu des détails de son cas et de la longue liste d'experts et d'anciens diplomates qui avancent un argument similaire. Au cours de l'été, [100 anciens diplomates canadiens ont](#) signé une lettre demandant au premier ministre Trudeau de libérer Meng. L'ancien premier ministre Jean Chrétien, les anciens ministres des Affaires étrangères Lawrence Cannon et Lloyd Axworthy, ainsi que l'ancien sénateur Hugh Segal et l'ancien chef du NPD Ed Broadbent, ont également proposé d'annuler l'extradition de Meng vers les États-Unis.

En travaillant avec Vina Nadjibulla, l'épouse du Canadien emprisonné Michael Kovrig, l'ancien ministre de la Justice Allan Rock et la juge de la Cour suprême Louise Arbour ont [démontré](#) que le ministre de la Justice a le pouvoir légal d'arrêter l'extradition de Meng.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle la seule voie légale légitime était de détenir Meng et de laisser les tribunaux décider si elle devait être extradée vers les États-Unis est manifestement fausse.

Entre le moment où le système judiciaire américain a demandé sa détention et le moment où l'administration Trump a demandé à Ottawa de la détenir, Meng s'est rendue dans [six pays](#) disposant des traités d'extradition américains. Seul le Canada a accepté d'arrêter Meng.

Peu de temps après son arrestation il y a deux ans, Donald Trump a indiqué que la détention de Meng était politique. Le président a [déclaré](#) qu'il considérait Meng comme une monnaie d'échange dans sa guerre commerciale avec la Chine.

La base juridique de cette « diplomatie des otages » de l'administration Trump est le rôle présumé de Meng dans la violation des sanctions américaines contre l'Iran, lesquelles n'ont jamais été [approuvées](#) par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui contrevient au droit international.

L'affaire contre Meng subvertit le droit international d'une autre manière. Il est basé sur le fait que

Washington s'octroie le droit de poursuivre un crime présumé commis entre une société basée en Chine, Huawei, et HSBC, une banque non basée aux États-Unis. En détenant Meng, le Canada légitime à la fois la tentative de Washington d'étendre son autorité légale à d'autres juridictions souveraines et leurs sanctions unilatérales contre l'Iran.

La conduite des fonctionnaires canadiens dans la détention de Meng affaiblit davantage l'idée que le Canada ne fait que respecter la « primauté du droit ». Les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada ont interrogé Meng et ont eu accès à ses appareils électroniques sans lui dire qu'il y avait un mandat d'arrestation. Ce n'est qu'après trois heures d'interrogatoire par des agents de l'ASFC que les agents de la GRC, attendant à quelques pas de là, ont finalement lu à Meng ses droits constitutionnels.

Il est clair qu'il existe de nombreux arguments politiques et juridiques légitimes contre sa détention. Alors pourquoi la panique à propos d'un événement appelant à la libération de Meng ?

Au cours des dernières années, le sentiment anti-chinois - également connu sous le nom de [sinophobie](#) - s'est intensifié via des membres d'extrême droite du Parti conservateur du Canada. Le nouveau chef Erin O'Toole a placé [la lutte contre la](#) Chine au [centre de sa campagne à la direction](#). Une série d' [appels de financement](#) récents du Parti conservateur ont mis en avant le rôle du parti dans la défense des « valeurs canadiennes » contre le Parti communiste chinois.

Récemment, les conservateurs ont convaincu la plupart de l'opposition et une poignée de députés libéraux d'appuyer le [vote n ° 23](#), une motion présentée par le député conservateur Michael Chong déclarant que « la République populaire de Chine, sous la direction du Parti communiste chinois, menace l'intérêt national du Canada et ses valeurs. À l'exception de sa référence à la technologie 5G, le langage du mouvement est tout droit sorti d'une ère révolue de panique du « péril jaune ».

La prévalence de la sinophobie risque de s'aggraver si nous permettons à un discours provocateur anti-chinois d'infecter la politique dominante. En effet, la détérioration des relations entre les États occidentaux et la Chine pourrait avoir des conséquences potentiellement désastreuses pour la planète lorsqu'une coopération mondiale est nécessaire pour lutter contre des menaces telles que le COVID-19 et le changement climatique.

Appeler à « Libérer Meng Wanzhou » n'est pas une approbation de la détention inacceptable de Michael Kovrig et Michael Spavor par le gouvernement chinois, ni de sa politique à Hong Kong ou au Xinjiang. Il s'agit plutôt d'un effort indispensable pour réévaluer fondamentalement la politique étrangère canadienne et repousser la nouvelle guerre froide contre la Chine.

Bianca Mugenyi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Bianca Mugenyi, extrait d'un article paru dans Canadian Dimension, 3 décembre 2020

<http://alter.quebec/canada-laffaire-meng-wanzhou-et-la-sinophobie/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)